

No. 28637

---

**DENMARK  
and  
BURKINA FASO**

**Exchange of letters constituting an agreement concerning  
Danish support for the development of rural districts in  
Burkiua Faso (with annexes). Copenhagen, 5 and 6 No-  
vember 1990**

*Authentic text : French.*

*Registered by Denmark on 12 February 1992.*

---

**DANEMARK  
et  
BURKINA FASO**

**Échange de lettres constituant un accord relatif à l'appui du  
Danemark pour le développement de régions rurales au  
Burkiua Faso (avec annexes). Copenhagen, 5 et 6 novem-  
bre 1990**

*Texte authentique : français.*

*Enregistré par le Danemark le 12 février 1992.*

ÉCHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LE  
GOUVERNEMENT DU DANEMARK ET LE GOUVERNEMENT  
DU BURKINA FASO RELATIF À L'APPUI DU DANEMARK  
POUR LE DÉVELOPPEMENT DE RÉGIONS RURALES AU  
BURKINA FASO

I

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS  
DEPARTMENT OF INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION  
DANIDA<sup>2</sup>

Copenhagen, 5 novembre 1990

Div. DB.2  
Ref. 104.Burkina Faso.5.

Madame l'Ambassadeur,

Faisant suite à la note du Ministre du Plan et de la Coopération du 19 juin 1989 et au Procès-Verbal des Consultations dano-burkinabé conduites les 20 et 21 mars à Ouagadougou, j'ai l'honneur de vous informer de la disponibilité du Gouvernement de Danemark d'accorder au Gouvernement du Burkina Faso une coopération financière et technique pour la réalisation du programme indicatif quinquennal du Fonds de l'Eau et de l'Équipement Rural (ci-après dénommé Programme) pour une période tentative de trois ans.

J'ai l'honneur de vous suggérer que cette coopération soit mise en œuvre conformément aux modalités prévues par le présent échange de lettres et par les annexes y afférentes.

*Article 1*

DÉFINITIONS

1.1. Aux fins du présent Accord, on entend, sauf stipulation contraire, dans le cas du Gouvernement de Danemark, par « Autorités compétentes », le Ministère des Affaires Étrangères (le Secrétariat général à la Coopération — Danida), et dans le cas du Gouvernement du Burkina Faso, le Ministère du Plan et de la Coopération, ou, pour les deux parties, toute autre autorité habilitée à exercer les fonctions actuellement assumées par lesdites autorités.

1.2. Le Programme sera réalisé sous forme d'un cofinancement conjoint et dans un esprit de partenariat entre la partie burkinabé et les autres bailleurs de fonds du Programme. Ces derniers ci-après nommés partenaires financiers.

1.3. Les termes et sigles utilisés dans l'Accord ont les significations suivantes :

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 6 novembre 1990 par l'échange desdites lettres.

<sup>2</sup> Ministère des Affaires Étrangères. Département de la coopération internationale au développement. DANIDA.

CA	Conseil d'Administration
CRPA	Centre Régional de Production Agropastorale
FEER	Fonds de l'Eau et de l'Équipement Rural
GTV	Gestion des Terroirs Villageois
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement

### Article 2

#### OBJECTIFS DE LA COOPÉRATION

2.1. La coopération a pour objectifs à long terme de participer à l'autosuffisance alimentaire au niveau national et d'améliorer les revenus et les conditions socio-économiques des populations rurales par la mobilisation optimale des ressources humaines et animales disponibles et par l'exploitation rationnelle des potentialités du pays.

2.2. A moyen terme la coopération vise l'établissement d'une capacité financière, institutionnelle, et technique d'envergure nationale de réalisation de petits projets de développement rural intégrés, s'inscrivant dans une démarche participative d'aménagement et de gestion des terroirs villageois.

2.3. La coopération a pour objectifs immédiats :

- Le développement d'un système opérationnel et efficace de financement et du suivi de la mise en œuvre de petits projets de développement rural intégrés, s'inscrivant dans une démarche participative d'aménagement et de gestion des terroirs villageois.
- L'augmentation de la productivité de l'agriculture et de l'élevage dans les zones d'intervention du Programme.
- L'application de techniques d'exploitation et de gestion de ressources naturelles écologiquement durables dans les zones d'intervention du Programme.
- La mise en place de groupements de producteurs locaux et des comités villageois représentant l'ensemble de la population locale concernée, possédant le savoir et le savoir-faire pour la maîtrise de l'organisation, de la mise en œuvre et de l'entretien des petits projets intégrés.
- La mise en place au niveau régional ou provincial d'une institution d'arbitrage et de concertation financière et technique concernant la distribution des crédits FEER et le suivi/contrôle des petits projets.
- La mise en place d'une banque de données relative aux domaines d'intervention du FEER.

### Article 3

#### RÉSULTATS ATTENDUS

Aux fins de la réalisation des objectifs ci-dessus, la coopération tend à aboutir aux résultats attendus ci-après :

3.1. La réalisation du Programme indicatif quinquennal du FEER, compte tenu des modifications découlant de l'ajustement de celui-ci aux réalités du terrain et aux principes de la démarche participative de la GTV.

3.2. L'établissement en collaboration avec le Ministère du Plan et de la Coopération et en accord avec tous les partenaires d'un « code régional de répartition des crédits » en fonction de critères clairs et reconnus par les autorités politiques et administratives.

3.3. L'élaboration de rapports capitalisant l'expérience du Programme dans tous les aspects.

#### *Article 4*

##### PLAN DE RÉALISATION

4.1. Au niveau opérationnel, la stratégie d'intervention du FEER consistera à apporter un support financier aux petits projets de développement rural intégré qui lui seront soumis par les organismes d'appui publics ou privés agréés et opérant de concert avec les populations locales dans quelques régions bien identifiées du pays. De vocation nationale, le FEER pourra à terme intervenir sur l'ensemble du territoire national burkinabé, en fonction du « code régional de répartition des crédits ».

Par delà sa fonction financière, le Programme devra assurer un travail de supervision et d'appui permettant de faire valoir et maintenir une démarche participative et une ligne de GTV aux opérations, tout en encourageant les efforts de concertation technique et de programmation opérationnelle.

4.2. Un travail de capitalisation et de suivi à moyen et long terme des opérations devra être également assuré par le Programme pour disposer progressivement de données de référence au niveau des variables techniques, financières et socio-économiques des petits projets de développement rural intégré.

Au niveau opérationnel, le cadre institutionnel de ces fonctions sera défini conformément aux principes généraux guidant l'organisation institutionnelle de l'ensemble du Programme National de Gestion de Terroirs Villageois, tels qu'ils ont été arrêtés par le Gouvernement burkinabé.

4.3. Une description détaillée du Programme figure dans l'annexe 1 qui fait partie intégrante du présent Accord.

#### *Article 5*

##### PRESTATIONS À LA CHARGE DU GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO

5.1. Dans le cadre du présent Accord, le Gouvernement du Burkina Faso prendra en charge la totalité des salaires du personnel national affecté au Programme, de même qu'une partie des charges de fonctionnement pour un montant global de 503 millions de F CFA (équivalent à 7 pour cent de la contribution extérieure).

Le Programme impliquera par ailleurs une large participation des populations villageoises bénéficiaires sous forme de contributions en nature.

5.2. Conformément à l'accord de principe concernant la division des rôles entre les institutions burkinabé concernées par le Programme le 7 mars 1990 à

Ouagadougou, le Gouvernement du Burkina Faso prendra en charge d'opérationnaliser au niveau institutionnel la division de la fonction du « cerveau » à celle du « partenaire financier ».

5.3. Par ailleurs, compte tenu du caractère expérimental du Programme et de la démarche GTV, tel qu'il a été décrit en annexe 1 du présent Accord, il incombera au Gouvernement du Burkina Faso de prendre les mesures législatives et administratives nécessaires découlant des nouvelles orientations et formes de réalisations qui seraient adoptées, y compris des modifications éventuelles des structures et du système d'organisation du FEER.

### *Article 6*

#### PRESTATIONS À LA CHARGE DU GOUVERNEMENT DE DANEMARK

6.1. Le budget prévisionnel global du Programme quinquennal soumis au financement extérieur est estimé à 7,754 millions de F CFA équivalent à environ 175 millions de Couronnes Danoises (DKK).

La participation du Gouvernement de Danemark au Programme a été décidée à hauteur de DKK 18 millions sous forme d'une contribution financière non remboursable.

Le solde du Programme devrait être couvert sous forme de cofinancement conjoint par des contributions d'autres pays ou d'autres organismes internationaux de développement. La Belgique, l'Espagne et la Suisse ont déjà annoncé leur participation.

6.2. En référence au mode de réalisation du Programme décrit dans l'annexe 1, la contribution danoise prendra en charge le financement d'un certain nombre de projets et d'opérations adoptés par le Conseil d'Administration du FEER jusqu'à hauteur des montants annuels maximaux suivants : DKK 6 millions en 1990; DKK 6 millions en 1991 et DKK 6 millions en 1992.

### *Article 7*

#### ASSISTANCE TECHNIQUE

7.1. En plus de la contribution financière décrite à l'article 6, le Gouvernement de Danemark pourra mettre à la disposition du Programme une assistance technique ponctuelle ou permanente complémentaire à celle fournie par le PNUD/FAO et la Suisse. Cette assistance sera identifiée au fur et à mesure que le Programme se mettra en œuvre à la demande du Gouvernement du Burkina Faso et en accord avec les autres partenaires financiers du Programme.

### *Article 8*

#### IMPORTATIONS, TAXES À L'IMPORTATION ET AUTRES CHARGES PUBLIQUES

8.1. Le Gouvernement du Burkina Faso veillera au bon accomplissement des importations et des formalités de dédouanement des biens d'équipement couverts par le présent Accord.

8.2. Les fonds accordés par le Gouvernement de Danemark ne pourront servir au règlement de droits à l'importation, de taxes, de charges nationales ou de toute autre charge publique telles que la surtaxe à l'importation, les droits compensatoires d'impôts indirects, les charges ou les dépôts se rapportant à l'exécution de paiements et à la délivrance de licences.

#### *Article 9*

##### FACILITÉS DOUANIÈRES ET DE SÉJOUR AU PROFIT DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

9.1. Le Gouvernement du Burkina Faso veillera à ce que les conseillers soient exemptés :

a) De tout impôt et de toute taxe pour ce qui concerne toute rémunération provenant du Danemark;

b) De tout droit et de toute taxe pour ce qui concerne l'importation et l'exportation d'effets personnels neufs ou usagés et d'équipements importés par les conseillers pour leur usage pendant leur mission au Burkina Faso.

9.2. Le Gouvernement du Burkina Faso délivrera aux conseillers des visas d'entrées et de sorties multiples ainsi que des permis de travail et de séjour.

#### *Article 10*

##### ORGANISATION ET EXÉCUTION DU PROGRAMME

10.1. Le Gouvernement du Burkina Faso confie la réalisation du programme au FEER, établissement public à caractère administratif supervisé par un Conseil d'Administration, audité par une Fiduciaire indépendante et soumis au contrôle de l'Inspection Générale de l'Etat.

Le FEER est chargé de « la mobilisation, la gestion et la coordination des fonds d'origine nationale ou extérieure destinés à des opérations de mise en valeur des ressources en terre et en eau et d'équipement du monde rural, avec la participation de celui-ci ».

Le Gouvernement du Burkina Faso veillera à ce que le FEER exécute le Programme conformément aux dispositions du présent Accord.

10.2. Les arrangements internes, que le FEER devra conclure avec ses partenaires pour faire exécuter le Programme, seront conçus selon des règles administratives, financières et techniques appropriées tenant compte, entre autres, des éléments énoncés à l'annexe 1.

10.3. Les travaux de construction et d'aménagement, la location ou l'achat d'équipements, la fourniture de matériel et de services à financer dans le cadre du Programme feront l'objet d'appels d'offres locaux accessibles aux PME, bureaux d'études et ONG locales, conformément à la législation et aux règlements en vigueur au Burkina Faso.

10.4. Le Gouvernement du Burkina Faso canaliserà les fonds danois destinés au financement des petits projets ruraux par l'intermédiaire d'un compte du Programme (compte en devises) ouvert auprès d'un établissement bancaire local (voir annexe 2).

*Article 11*

## RAPPORTS

11.1. Pour permettre aux partenaires financiers de suivre et de contrôler l'exécution du Programme, le FEER sera tenu de présenter annuellement les documents suivants couvrant la période du 1<sup>er</sup> octobre au 30 septembre de chaque année :

a) Un programme annuel pour l'année à venir accepté par son Conseil d'Administration et comportant :

- Un planning géographique des réalisations,
- Un budget prévisionnel,
- Un calendrier d'exécution pour chaque sous-projet,
- Des précisions sur les responsabilités d'exécution et sur les méthodes et procédures adoptées.

b) Un compte-rendu annuel d'activités pour l'année écoulée précisant :

- Les engagements pris par zones d'intervention,
- Les travaux réalisés,
- Une analyse commentée entre les coûts budgétisés et les coûts effectifs,
- Un décompte révisé des dépenses effectuées.

11.2. Ces documents seront remis aux partenaires financiers pour avis et commentaires respectivement en Octobre et Décembre de chaque année. Un premier programme d'activités est attendu pour Octobre 1990. Le premier compte-rendu des activités sera présenté en Décembre 1991.

11.3. Un rapport final accompagné d'un décompte global des réalisations sera remis aux partenaires financiers concernés après l'achèvement complet de chaque petit projet de développement rural, étant entendu que chaque projet peut faire l'objet de plusieurs phases ou étapes d'exécution. Le Gouvernement du Burkina Faso prendra à cet effet les mesures et dispositions nécessaires pour assurer le transfert des réalisations aux collectivités villageoises bénéficiaires, ainsi que les moyens d'en assurer la maintenance.

*Article 12*

## CONSULTATIONS ET ÉVALUATIONS

12.1. Les partenaires financiers sont convenus de collaborer étroitement à la bonne marche du Programme selon les dispositions suivantes :

a) Par des visites et des échanges de vue annuels à mi-parcours (vers mars-avril) portant sur l'évolution des programmes et des budgets, les modalités de réalisation des opérations et l'exécution de leurs obligations respectives;

b) Par la fourniture mutuelle de toutes informations et services qu'elles peuvent raisonnablement demander au sujet de l'exécution du Programme;

c) Par l'information rapide de toute modification pouvant interférer fortement sur la réalisation du Programme ou en menacer le déroulement.

12.2. De manière générale, les partenaires financiers décideront d'un commun accord de la nécessité et de l'opportunité d'organiser des évaluations externes du Programme ou de certains aspects spécifiques des réalisations.

12.3. Cependant, la prolongation éventuelle de la contribution danoise au-delà des trois ans prévus dépendra des résultats d'une évaluation externe approfondie au début de la troisième année du Programme.

12.4. Le Gouvernement du Burkina Faso donnera aux représentants mandatés par le Gouvernement de Danemark la possibilité de visiter en tout temps le Programme et ses réalisations ainsi que le droit d'accéder aux documents s'y rapportant.

12.5. Le Gouvernement du Burkina Faso favorisera au niveau des régions administratives concernées par le Programme, l'organisation de concertations et coordinations sur la base de processus d'évaluation interne et d'analyses critiques objectives.

### *Article 13*

#### COMPTABILITÉ ET VÉRIFICATION

13.1. Les fonds de coopération financière accordés par le Gouvernement de Danemark seront administrés par le FEER conformément aux règles et procédures appliquées par le Gouvernement du Burkina Faso et en accord avec l'ensemble des partenaires financiers du Programme.

13.2. Le Gouvernement du Burkina Faso s'engage à utiliser les fonds de coopération financière mis à la disposition du Programme de la manière la plus efficace et économique possible et à l'usage exclusif des petites opérations de développement rural telles qu'envisagées dans le présent Accord.

13.3. Les procédures applicables au transfert des fonds de coopération financière et au déboursement sont décrites dans l'annexe 2.

13.4. Jusqu'à l'établissement d'un « code de répartition régionale des crédits » conformément à l'article 3.1, 50 pour cent des fonds de coopération financière danoise seront destinés aux opérations dans la région du Sahel.

13.5. Des représentants de RIGSREVISIONEN (l'institution supérieure de contrôle des comptes publics du Danemark) auront le droit d'entreprendre, à partir de toute documentation pertinente, toute vérification ou toute inspection jugées nécessaires pour ce qui regarde l'affectation des fonds consentis au Gouvernement du Burkina Faso en vertu du présent Accord.

### *Article 14*

#### MODIFICATION, SUSPENSION, DÉNONCIATION ET ANNULATION DE L'ACCORD

14.1. Tout amendement au présent Accord doit être effectué par échange de lettres entre les deux parties.

14.2. Si l'une des parties est en demeure quant à l'exécution de ses obligations dans le cadre du présent Accord, l'autre partie peut suspendre l'application de l'Ac-



cord par notification écrite. Au cas où une raison de suspension subsiste au-delà de 120 jours, les deux parties conviennent de recourir à un arbitrage.

14.3. L'une ou l'autre partie pourra dénoncer ou annuler le présent Accord moyennant un préavis de six mois à compter de la date de notification.

En cas d'annulation de l'Accord, les fonds de coopération financière non engagés à cette date feront l'objet de remboursement.

### *Article 15*

#### RESPONSABILITÉS

15.1. Les autorités responsables de l'exécution de l'Accord sont :

a) Du côté danois

Ministère des Affaires Etrangères  
Secrétariat général à la Coopération  
Danida  
Asiatisk Plads 2  
1448 Copenhagen K  
Danemark  
Tél : 33 92 00 00  
Télex : 31292 etr dk  
Téléfax : 31 54 05 33

b) Du côté burkinabé

Ministère du Plan et de la Coopération  
Ouagadougou  
Burkina Faso  
Tél : 33.25.93  
Télex : Secrétariat Général du Gouvernement  
N° 5555 segegouv

15.2. L'Organe responsable de l'exécution du Programme est :

Fonds de l'Eau et de l'Equipement Rural (FEER)  
01 B.P. 1950  
Ouagadougou 01  
Burkina Faso  
Tél : 30 68 05/06/07  
Télex : 5321 bf  
Téléfax : 31 09 53

### *Article 16*

#### ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

16.1. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de l'échange de lettres et il restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1993, correspondant aux trois premières années du Programme, ou toute autre date de prorogation décidée par les deux parties.

16.2. Un prolongation de la contribution danoise au Programme au-delà des premiers trois ans est envisagée en fonction d'une évaluation mi-parcours au cours de la troisième année.

Si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément du Gouvernement du Burkina Faso, j'ai l'honneur de vous proposer que cette lettre ainsi que votre réponse constituent l'Accord entre nos deux Gouvernements sur ce sujet.

Veillez agréer, Madame l'Ambassadeur, l'hommage de mon respectueux dévouement.

[Signé]

KLAUS NYHOLM  
Directeur Afrique et Amérique Latine

Son Excellence Madame Anne Konate  
Ambassadeur du Burkina Faso  
KØBENHAVN

## ANNEXE 1

## CONTRIBUTION AU FONDS DE L'EAU ET DE L'EQUIPEMENT RURAL

*Description du programme*

1. Le FEER (Fonds de l'Eau et de l'Equipeement Rural) est né en octobre 1984 de la fusion du FDR (Fonds de Développement Rural) et du Fonds National de l'Eau. Il a été doté du statut d'Établissement Public à caractère Administratif. Il est placé sous la tutelle technique du Ministère de l'Eau et réunit dans son Conseil d'Administration les principaux ministères et organismes publics intervenant dans le développement rural. Sa tutelle financière est assurée par le Ministère des Finances.

2. Sur le plan institutionnel national, le FEER joue le rôle de « financier » des petits projets ruraux initiés par les communautés de base et s'inscrivant dans le cadre de la gestion des terroirs villageois. Cette vocation a été confirmée le 7 mars 1990 lors d'une réunion réunissant tous les partenaires nationaux et les 12 et 13 mars 1990 à l'occasion de l'atelier Bailleurs de Fonds-Burkina sur le programme quinquennal FEER-I (ci-après dénommé Programme). Pour remplir ce rôle le FEER devra assumer les fonctions de financement, d'appui-supervision et de suivi à moyen et long terme des petits projets retenus. Il pourra également soutenir des actions de concertation autour des thèmes techniques et des obstacles liés à l'approche intégrée agro-sylvo-pastorale.

3. La stratégie d'intervention du Programme sera guidée par la prise en considération des éléments suivants :

a) Dans une première période expérimentale de deux ans, les zones d'intervention du Programme seront limitées à certaines Provinces des CRPA du Sahel, du Mouhoun, du Centre-Ouest et du Centre-Sud;

b) De vocation nationale, le FEER pourra à terme intervenir sur l'ensemble du territoire national burkinabé. Afin d'assurer une distribution géographique et sociale des crédits desservant surtout les communautés bénéficiant le moins de fonds d'autres sources, le FEER travaillera pour l'établissement en collaboration avec le Ministère du Plan et de la Coopération et en accord avec tous les partenaires nationaux d'un « code régional de répartition des crédits » en fonction de critères clairs et reconnus par les autorités politiques et administratives.

c) Les petits projets retenus pour financement auront été établis sur une base spatiale et sociologique (un village ou un groupe de villages) par les populations et l'encadrement local (ONG, associations, coopératives, CRPA) et moyennant une étude de situation, une analyse de la problématique du développement, un choix de priorités, une quantification des actions et la définition contractuelle des engagements réciproques;

d) La sélection des contenus ou activités à engager prioritairement devront s'inscrire dans une perspective de prise en charge pour les populations bénéficiaires. Elle se fera sur la base des critères suivants : profiter à une large couche de la collectivité, produire rapidement des résultats, être aisément reproductible et faire largement appel aux capacités des bénéficiaires;

e) Les actions prioritaires à retenir, bien que volontairement ponctuelles, seront conçues et engagées dans l'optique de leur extension future. L'analyse des complémentarités entre différents volets (agro-sylvo-pastoral/hydraulique villageoise/actions d'accompagnement/petits projets d'appui) présentée dans le programme indicatif pourra servir de guide de référence pour l'étude et l'analyse des coûts des extensions futures mais devra être adaptée à chaque situation particulière.

f) Les structures d'appui à la réalisation des projets devront faire la preuve de leur capacité à initier des démarches originales d'apprentissage et de transfert de capacités à la gestion des terroirs villageois à travers la mise en œuvre des actions proposées.

g) Toutes les réflexions tendant à l'amélioration de la mise en œuvre des petits projets financés (cycle, contenu, mode opérationnel) devront s'appuyer sur l'expérience pratique et s'opérer de façon progressive.

4. Les modalités de mise en œuvre du Programme seront influencées par la fonction de bailleur de fonds du FEER (qui établira des accords de financement avec des structures intermédiaires d'appui à la réalisation des petits projets), par la nature des projets GTV (dont la réalisation est à programmer en saison sèche) et par la capacité de maîtrise des populations bénéficiaires (qui va déterminer le rythme de réalisation des actions retenues).

Une certaine souplesse de réalisation sera donc nécessaire, complétée par la mise au point de procédures efficaces mais non contraignantes et par la constitution de réseaux d'appuis motivés et compétents.

Les procédures d'accueil de traitement des demandes de crédit, de décisions de financement, de passation de contrats et de suivi des réalisations seront progressivement mises au point au cours des deux premières années expérimentales, sur la base du calendrier indicatif suivant :

- Avant fin de décembre de chaque année :
    - Accueil des requêtes
    - Pré-sélections
    - Réponses et informations
    - Calendrier de préparation des avant-projets retenus
  - De janvier à fin mai/juin :
    - a) Analyse *in situ* des demandes retenues.
      - Sélection/élaboration/préparations des dossiers de projets et des premières actions (formation-organisation-gestion et études spécifiques éventuelles).
    - b) Exécution/suivi/supervision des projets admis au dernier CA.
  - Juillet/août/septembre :
    - a) Suivi des actions de préparation des nouveaux projets.
      - Préparation des dossiers pour le CA.
      - Décision du CA/programme annuel.
      - Appels de fonds aux partenaires financiers.
    - b) Réception des travaux des projets en cours.
      - Rapports d'activités et rapports financiers.
      - Propositions de continuation/terminaison à soumettre au CA.
  - Octobre/novembre/décembre :
    - a) Passation de contrats/plans d'opérations.
      - Préparation d'exécution (formation/appels d'offres/avances de fonds).
      - Calendriers d'exécution.
    - b) Avenants ou prolongation de contrats éventuels.
      - Préparation nouvelles actions.
      - Analyse des impacts/consolidations.
5. Au cours des deux premières années de démarrage du Programme, un accent particulier sera mis sur :
- L'image de marque du Programme :
    - Quelle est la finalité des interventions;
    - Quelles sont les perspectives de maîtrises (techniques, institutionnelles et économiques) que les petits projets devraient viser dans les différentes zones socio-écologiques; quelles sont les références existantes; comment le Programme envisage de créer des synergies et d'assurer des responsabilisations.

- La précision des interventions du Programme :  
Quels sont les partenaires du Programme dans les différentes régions et provinces retenues; quels sont les messages, informations et contenus à leur transmettre et à recevoir d'eux aux différentes étapes du montage opérationnel et financier des projets; comment le faire, selon quelles stratégies de formation (pour la sensibilisation des autorités, pour la préparation des dossiers avec les populations, pour la négociation et l'exécution des contrats, pour la mise en place d'un système de gestion, pour le suivi-évaluation . . .)
- Les moyens d'accompagnement :  
Quels sont les moyens et capacités mobilisables au niveau local et/ou en sous-traitance pour accompagner la réalisation des projets; comment assurer leur mode d'intervention participatif; comment suivre et vérifier leurs contributions; comment mesurer la transférabilité des outils.
- Les possibilités de concertation/coordination :  
Quelles sont les cellules de concertation existantes ou à créer aux niveaux villageois, départemental et provincial; quelles mesures prendre pour les encourager, à quels moments et sur quels problèmes, quels échanges et inter-relations promouvoir; quels canaux utiliser pour obtenir un traitement rapide des blocages d'ordre institutionnel, juridique ou politique;
- Les études ou actions complémentaires :  
Comment identifier, recenser et sélectionner les actions complémentaires à engager pour valoriser les aménagements de base financés par le Programme; quelle complémentarité établir et avec qui pour conserver l'approche participative dans la recherche de solutions à la problématique des terroirs, à l'épargne-crédit, à l'organisation du milieu, à l'approvisionnement ou à la commercialisation et à la transformation des produits.

6. Les structures et le système d'organisation du FEER ont été adoptés par le Conseil des Ministres du 17 mai 1989 sur la base d'une étude institutionnelle et d'organisation datée d'avril 1989.

## ANNEXE 2

## CONTRIBUTION AU FONDS DE L'EAU ET DE L'EQUIPEMENT RURAL

*Procédures de déboursement*

1. Dès la mise en vigueur de l'accord le transfert des fonds danois au compte du Programme qui sera ouvert auprès d'un établissement bancaire local (compte FEER/Danida) par le Gouvernement du Burkina Faso s'effectuera :

- Une première fois en 1990, sur présentation du plan d'opérations et du budget du Programme pour l'année 1990-91 tels qu'approuvés par le CA du FEER et pour un montant équivalent à un maximum de 6 millions de couronnes danoises;
- Puis en septembre/octobre de chaque année, après réception du rapport du programme et budget annuel approuvé par le CA du FEER,
- Les soldes des tranches annuelles mentionnées à l'article 6.2. de l'Accord, seront versées après acceptation du rapport d'activités pour l'année écoulée et sur rapport fiduciaire, comme indiqué aux articles 11.1.-3. de l'Accord.

Les demandes de transfert des fonds seront adressées par le Ministère du Plan et de la Coopération au Danida.

2. L'approvisionnement du compte général de « dépenses projets » du FEER, à partir des comptes respectifs des différents partenaires financiers du Projet, se fera sur la base d'un Plan de trésorerie, après avis du contrôleur financier du FEER et sous la double signature du Directeur Général du FEER et du Directeur du Département financier. Dix pour cent de ces approvisionnements seront transférés sur un compte « recettes siège » et seront destinés à supporter les charges de fonctionnement du FEER.

## ANNEXE 3

## BUDGET PRÉVISIONNEL (5 ANS/EN MIOS F CFA/DÉTAILS ANNEXÉS)

A. Agro-sylvo-pastoralisme.....		3754,8
A.1. Sites anti-érosifs.....	2456,5	
A.2. Petite irrigation.....	941,9	
A.3. Foresterie villageoise.....	356,4	
B. Hydraulique d'accompagnement.....		1112,9
C. Actions d'accompagnement.....		305,1
C.1. Expérimentations.....	232,9	
C.2. Banque de données.....	72,2	
D. Petits projets d'appui.....		<u>365,1</u>
Total technique.....		5537,9
Gestion FEER (10%).....		553,8
Total opérationnel.....		6091,7
Imprévus (10%).....		609,2
Hausse des prix (5% par an).....		<u>1053,6</u>
	<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<u><u>7754,5</u></u>
<i>Financements</i>		
Belgique (100 Mios FB) = Mios CFA.....		800,0
Danemark (18 Mios DKK*).....		800,0
Suisse (15 Mios FS).....		3000,0
Espagne (2 Mios Dollar US).....		600,0
Autres bailleurs de fonds.....		<u>2554,5</u>
	<b>TOTAL</b>	7754,5
<i>Participation nationale</i>		
Gouvernement burkinabé (salaires + fonctionnement).....		503,0
Participation estimée population.....		<u>328,4</u>
	<b>TOTAL</b>	831,4

\*) Pour un financement des trois premières années du Programme.

## II

AMBASSADE DU BURKINA FASO  
L'AMBASSADEUR

Copenhague, le 6 novembre 1990

N° AN VIII-204/F/PBF/CPH/  
SP

Monsieur le Directeur,

Par lettre portant référence DB.2-104.Burkina Faso.5. en date du 5 novembre 1990, vous avez bien voulu m'informer de ce qui suit :

[*Voir lettre I*]

J'ai l'honneur de vous confirmer par la présente, l'Accord du Gouvernement burkinabé sur vos propositions ainsi que sur les annexes à votre lettre citée en référence.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

LA PATRIE OU LA MORT,  
NOUS VAINCRONS ![*Signé*]

ANNE KONATE

A Monsieur le Directeur de la Division Afrique  
et Amérique Latine de l'Agence Danoise  
pour le Développement International  
(DANIDA)

Copenhague

[*Annexes comme sous la lettre I*]

---



[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF DENMARK AND THE GOVERNMENT OF BURKINA FASO CONCERNING DANISH SUPPORT FOR THE DEVELOPMENT OF RURAL DISTRICTS IN BURKINA FASO

I

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS  
DEPARTMENT OF INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION  
DANIDA

Copenhagen, 5 November 1990

Div. DB.2  
Ref. 104.Burkina Faso.5.

Madam,

Further to the note dated 19 June 1989 from the Minister for Planning and Cooperation and to the minutes of the consultations between Denmark and Burkina Faso, held at Ouagadougou on 20 and 21 March, I have the honour to inform you that the Government of Denmark is prepared to grant financial and technical cooperation to the Government of Burkina Faso for the implementation of the five-year indicative programme of the Fonds de l'Eau et de l'Équipement Rural (Water and Rural Capital Development Fund) (hereinafter referred to as the "Programme") for a provisional period of three years.

I have the honour to suggest that this cooperation should be implemented in accordance with the arrangements outlined in this exchange of letters and its annexes.

*Article 1*

DEFINITIONS

1.1. For the purposes of this Agreement, unless otherwise stated, "competent authorities" shall mean, in the case of the Government of Denmark, the Ministry of Foreign Affairs (Department of Cooperation — Danish International Development Agency (DANIDA)) and, in the case of the Government of Burkina Faso, the Ministry of Planning and Cooperation or, for both parties, any other authority empowered to perform the functions currently exercised by the said authorities.

1.2. The Programme shall be carried out as a joint co-financing operation and in a spirit of partnership between Burkina Faso and the other Programme donors. These donors shall hereinafter be referred to as the financial partners.

1.3. The terms and acronyms used in the Agreement shall mean:

<sup>1</sup> Came into force on 8 November 1990 by the exchange of the said letters.

CA	Executive Board
CRPA	Centre Régional de Production Agropastorale (Regional Centre for Agricultural and Livestock Production)
FEER	Fonds de l'Eau et de l'Équipement Rural (Water and Rural Capital Development Fund)
GTV	Gestion des Terroirs Villageois (Village Land Management)
NGO	Non-governmental organization
PME	Small- and medium-sized enterprises
UNDP	United Nations Development Programme

### *Article 2*

#### OBJECTIVES OF COOPERATION

2.1. The long-term objectives of cooperation shall be to contribute to food self-sufficiency at the national level and to improve the incomes and socio-economic conditions of rural populations through the optimum mobilization of available human and animal resources and through the rational utilization of the country's potential.

2.2. In the medium term, cooperation shall be aimed at building a national financial, institutional and technical capacity for implementing small-scale integrated rural development projects, in the context of a participatory approach to the development and management of village lands.

2.3. The immediate objectives of cooperation shall be:

- The development of an operational and effective system for the financing and follow-up of the implementation of small-scale integrated rural development projects, in the context of a participatory approach to the development and management of village lands.
- Increased productivity of agriculture and livestock-raising in the Programme's areas of operation.
- The application of ecologically sustainable techniques for the utilization and management of natural resources in the Programme's areas of operation.
- The establishment of local producers' associations or village committees representing the entire local population concerned, with the knowledge and the know-how to assume responsibility for the organization, implementation and maintenance of small-scale integrated projects.
- The establishment at the regional or provincial level of an institution for arbitration and financial and technical consultation on the granting of FEER loans and the follow-up/monitoring of small-scale projects.
- The establishment of a data bank on areas of FEER activity.

### *Article 3*

#### EXPECTED RESULTS

For the purpose of attaining the objectives outlined above, cooperation shall be aimed at achieving the following results:

3.1. The implementation of the FEER five-year indicative Programme, taking into account any changes resulting from its adaptation to local conditions and to the principles of the participatory approach to village land management.

3.2. The establishment, in cooperation with the Ministry of Planning and Co-operation and with the agreement of all partners, of a “regional code for the distribution of loans” based on clear-cut criteria recognized by the political and administrative authorities.

3.3. The drafting of reports building on the experience of the Programme in all its aspects.

#### *Article 4*

##### IMPLEMENTATION PLAN

4.1. The Fund’s operational strategy shall involve providing financial support to small-scale integrated rural development projects submitted to it by approved public or private support agencies which are working in conjunction with the local population in a number of clearly defined regions of the country. As the Fund is national in character, it could eventually become operational throughout the national territory of Burkina Faso on the basis of the “regional code for the distribution of loans”.

In addition to its financial function, the Programme shall carry out supervisory and support tasks in order to establish and maintain a participatory and village land management approach while encouraging technical consultation and operational programming.

4.2. The programme shall also build on experience and ensure the medium- and long-term follow-up of operations with a view to the gradual accumulation of reference data on the technical, financial and socio-economic variables of small-scale integrated rural development projects.

At the operational level, the institutional framework for these functions shall be defined in accordance with the general principles governing the institutional organization of the entire National Programme for Village Land Management, as established by the Government of Burkina Faso.

4.3. A detailed description of the Programme is contained in annex 1, which forms an integral part of this Agreement.

#### *Article 5*

##### SERVICES TO BE PROVIDED BY THE GOVERNMENT OF BURKINA FASO

5.1. Within the framework of this Agreement, the Government of Burkina Faso shall pay all wages of local staff assigned to the Programme and a portion of the operating expenses totalling CFA francs 503 million (equivalent to 7 per cent of the external input).

The Programme shall also involve broad participation by the recipient village populations, in the form of contributions in kind.

5.2. In accordance with the agreement in principle, concluded on 7 March 1990 at Ouagadougou, on the division of roles between the institutions of Burkina

Faso involved in the Programme the Government of Burkina Faso shall be responsible for ensuring, at the institutional level, the division between the “brain” function and the “financial partner” function.

5.3. Furthermore, taking into account the experimental nature of the Programme and the village land management approach described in annex 1, the Government of Burkina Faso shall take any legislative and administrative measures necessitated by the new approaches and methods of implementation that are adopted, including any changes in the Fund’s structures and system of organization.

### *Article 6*

#### SERVICES TO BE PROVIDED BY THE GOVERNMENT OF DENMARK

6.1. The provisional overall budget of the five-year Programme to be financed externally is estimated at CFA francs 7,754,000,000, equivalent to about 175 million Danish kroner (DKr).

It has been decided that the Government of Denmark will provide DKr 18 million to the Programme in the form of a non-repayable financial contribution.

The balance of Programme funding should be covered by joint co-financing, in the form of contributions from other countries or international development agencies. Belgium, Spain and Switzerland have already pledged funding.

6.2. Concerning the means of implementing the Programme described in annex 1, the Danish input shall cover the financing of a number of projects and operations approved by the Fund’s Executive Board, up to a maximum of DKr 6 million in 1990; DKr 6 million in 1991 and DKr 6 million in 1992.

### *Article 7*

#### TECHNICAL ASSISTANCE

7.1. In addition to the financial contribution described in article 6, the Government of Denmark may provide temporary or permanent technical assistance to the Programme to supplement that provided by UNDP, the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) and Switzerland. Such assistance shall be identified as the Programme is implemented, at the request of the Government of Burkina Faso and with the agreement of the Programme’s other financial partners.

### *Article 8*

#### IMPORTS, IMPORT DUTIES AND OTHER PUBLIC CHARGES

8.1. The Government of Burkina Faso shall handle the formalities for the import of the capital goods covered by this Agreement and for their clearance through customs.

8.2. The funds granted by the Government of Denmark may not be used for the payment of import duties, taxes, national charges or any other public charges such as import surcharges, duties to compensate for indirect taxation, or charges or deposits in connection with the issuance of payments and of licences.

### Article 9

#### CUSTOMS AND RESIDENCE FACILITIES FOR TECHNICAL ASSISTANCE PERSONNEL

9.1. The Government of Burkina Faso shall ensure that advisers are exempt from:

- (a) All taxes and charges on any remuneration coming from Denmark;
- (b) All duties and charges on the import and export of new or used personal effects and of equipment imported by advisers for their use during their mission in Burkina Faso.

9.2. The Government of Burkina Faso shall issue multiple entry and exit visas, work permits and residence permits to advisers.

### Article 10

#### ORGANIZATION AND IMPLEMENTATION OF THE PROGRAMME

10.1. The Government of Burkina Faso shall assign responsibility for the implementation of the Programme to FEER, a public administrative institution supervised by an Executive Board, audited by an independent trustee and subject to the oversight of the Office of the Inspector-General of the State.

FEER shall be responsible for the “mobilization, management and coordination of national or external funds to be used for the development of land and water resources and for the capital development of rural areas with the participation of the rural population”

The Government of Burkina Faso shall ensure that the Fund implements the Programme in accordance with the provisions of this Agreement.

10.2. The internal arrangements for the implementation of the Programme, which FEER shall conclude with its partners, shall be guided by the appropriate administrative, financial and technical rules, taking into account, *inter alia*, the provisions of annex 1.

10.3. Contracts for construction and capital development, the leasing or procurement of equipment and the supply of materials and services to be financed under the Programme shall be awarded by local bidding, which shall be open to local small and medium-sized enterprises, design offices and NGOs in accordance with the legislation and regulations in force in Burkina Faso.

10.4. The Government of Burkina Faso shall channel Danish funds for the financing of small-scale rural projects through a Programme account (foreign currency account) opened with a local bank (see annex 2).

### Article 11

#### REPORTS

11.1. In order to enable the financial partners to follow up and monitor the implementation of the Programme, the Fund shall be required to submit annually the

following documents covering the period from 1 October to 30 September of each year:

(a) An annual programme for the coming year, approved by its Executive Board and comprising:

- A geographical programme of activities;
- A provisional budget;
- A timetable for the implementation of each subproject;
- Additional information on project implementation responsibilities and the methods and procedures used.

(b) An annual progress report on the activities carried out during the year just ended, specifying:

- The commitments made in each area of operation;
- The work carried out;
- A comparative analysis of budgeted and actual costs, with explanations;
- A revised breakdown of expenditures.

11.2. These documents shall be submitted to the financial partners for views and comments in October and December of each year, respectively. An initial programme of activities is expected by October 1990. The first progress report shall be submitted in December 1991.

11.3. A final report, accompanied by an overall breakdown of the work done, shall be submitted to the financial partners concerned upon completion of each small-scale rural development project, it being understood that each project may involve several phases or stages of implementation. To this end, the Government of Burkina Faso shall take whatever action and make whatever arrangements are required to transfer the completed works to the recipient villages and to ensure their maintenance.

## *Article 12*

### CONSULTATIONS AND EVALUATIONS

12.1. The financial partners agree to collaborate closely in ensuring the proper functioning of the Programme, through:

(a) Visits and annual mid-term (around March or April) exchanges of views on the progress of programmes and budgets, the arrangements for carrying out operations and the fulfilment of their respective obligations;

(b) The reciprocal provision of any information and services that they can reasonably request in connection with the implementation of the Programme;

(c) The rapid reporting of any change which might seriously interfere with the implementation of the Programme or jeopardize its functioning.

12.2. In general, the financial partners shall decide by mutual agreement on the necessity and appropriateness of organizing external evaluations of the Programme or of certain specific aspects of its activities.

12.3. None the less, any extension of the Danish contribution beyond the three years originally provided for shall depend on the findings of an in-depth external evaluation conducted at the beginning of the third year of the Programme.

12.4. The Government of Burkina Faso shall give the representatives appointed by the Government of Denmark the possibility of observing the Programme and its activities at any time and the right of access to documents relating thereto.

12.5. The Government of Burkina Faso shall promote, at the level of the administrative regions covered by the Programme, the organization of consultations and coordination based on internal evaluation processes and objective critical analyses.

### Article 13

#### ACCOUNTING AND AUDITING

13.1. FEER shall administer the funds granted by the Government of Denmark for financial cooperation in accordance with the rules and procedures applied by the Government of Burkina Faso and with the agreement of all the Programme's financial partners.

13.2. The Government of Burkina Faso undertakes to use the funds made available to the Programme for financial cooperation as effectively and economically as possible, and to use them exclusively for the small-scale rural development operations envisaged in this Agreement.

13.3. The procedures applicable to the transfer and disbursement of financial cooperation funds are described in annex 2.

13.4. Until such time as "regional code for the distribution of loans" has been established in accordance with article 3.2, 50 per cent of the Danish financial cooperation funds shall be earmarked for operations in the Sahel region.

13.5. Representatives of *Rigsrevisionen* (the Danish institution for the auditing of government accounts) shall have the right to conduct, on the basis of all relevant documentation, any audit or inspection considered necessary of the use of the funds made available to the Government of Burkina Faso under this Agreement.

### Article 14

#### AMENDMENT, SUSPENSION, DENUNCIATION AND CANCELLATION OF THE AGREEMENT

14.1. Any amendment to this Agreement shall be made through an exchange of letters between the two parties.

14.2. If either of the parties is late in meeting its obligations under this Agreement, the other party may suspend the implementation of the Agreement by means of written notification. If there are still grounds for suspension after 120 days, the two parties agree to submit to arbitration.

14.3. Either party may denounce or cancel this Agreement by giving six months' advance notice, starting from the date of such notification.

If the Agreement is cancelled, any financial cooperation funds not committed as of the date of notification shall be reimbursed.

*Article 15*

## RESPONSIBILITIES

15.1. The authorities responsible for the implementation of the Agreement shall be:

(a) In Denmark:

The Ministry of Foreign Affairs  
Department of Cooperation  
DANIDA  
Asiatisk Plads 2  
1448 Copenhagen K  
Denmark  
Telephone: 33 92 00 00  
Telex: 31292 etr dk  
Fax: 31 54 05 33

(b) In Burkina Faso:

The Ministère du Plan et de la Coopération  
Ouagadougou  
Burkina Faso  
Telephone: 33.25.93  
Telex: Secrétariat Général du Gouvernement  
No. 5555 segegouv

15.2. The agency responsible for the implementation of the Programme shall be:

The Fonds de l'Eau et de l'Équipement Rural (FEER)  
01 B.P. 1950  
Ouagadougou 01  
Burkina Faso  
Telephone: 30 68 05/06/07  
Telex: 5321 bf  
Fax: 31 09 53

*Article 16*

## ENTRY INTO FORCE AND DURATION

16.1. This Agreement shall enter into force on the date of the exchange of letters and shall remain in force until 31 December 1993, corresponding to the first three years of the Programme, or until a later date decided by the two parties.

16.2. Extension of the Danish input to the Programme beyond the first three years shall be envisaged on the basis of a mid-term evaluation in the third year.

If the foregoing is acceptable to the Government of Burkina Faso, I have the honour to propose that this letter and your reply thereto shall constitute an agreement between our two Governments on this subject.



Accept, Madam, the assurances of my highest consideration.

*[Signed]*

KLAUS NYHOLM  
Director, Africa and  
Latin America Division

Her Excellency  
Mrs. Anne Konate  
Ambassador of Burkina Faso  
Copenhagen

## ANNEX I

## CONTRIBUTION TO THE WATER AND RURAL CAPITAL DEVELOPMENT FUND

*Description of the Programme*

1. FEER (Water and Rural Capital Development Fund) came into being in October 1984 when the Rural Development Fund and the National Water Fund were merged. It was granted the status of public administrative institution. It is under the technical authority of the Ministry of Water, and the principal ministries and government agencies concerned with rural development are represented on its Executive Board. It is under the financial authority of the Ministry of Finance.

2. At the national institutional level, the Fund's role is to finance small-scale rural projects initiated by local communities and falling within the category of village land management. This role was confirmed on 7 March 1990 at a meeting of all national partners and on 12 and 13 March 1990 during the workshop for donors — Burkina Faso on the FEER I five-year programme (hereinafter referred to as the Programme). In fulfilling this role, FEER must assume the functions of financing, support and supervision, and medium- and long-term follow-up of the small-scale projects approved. It may also provide support for consultations on technical issues and on obstacles to the integrated agriculture/forestry/livestock approach.

3. The Programme's operating strategy will be guided by the following elements:

(a) During an initial two-year experimental period, the Programme's areas of operation will be limited to certain provinces covered by the Regional Centres for Agricultural and Livestock Production (CRPA) in the Sahel, Mouhoun and the western central and southern central regions;

(b) As the Fund is national in character, it could eventually become operational throughout the national territory of Burkina Faso. In order to ensure that the geographical and social distribution of loans gives preference to those communities which receive the least funding from other sources, the Fund will seek to establish, in cooperation with the Ministry of Planning and Cooperation and with the agreement of all national partners, a "regional code for the distribution of loans", based in a clear-cut criteria recognized by the political and administrative authorities;

(c) Small-scale projects approved for financing must have been established on a geographical and sociological basis (a village or group of villages) by the local population and the local organizers (NGOs, associations, cooperatives, CRPA). A study of local conditions, an analysis of development problems, a selection of priorities, an enumeration of activities and a contractual definition of reciprocal commitments will be required;

(d) The selection of the content or activities to be undertaken on a priority basis will have to be made from the standpoint of the project's eventual transfer to the recipient population. In order to be selected, such content or activities must benefit a large segment of the community, produce rapid results, be easily replicated and draw largely on the capacities of the recipients;

(e) Activities selected on a priority basis, while deliberately short term, must be designed and undertaken with a view to their eventual extension. The analysis of the complementarities between different components (agriculture/forestry/livestock, village water supply, ancillary activities, small-scale support projects) presented in the indicative programme could serve as a reference guide for studying and analysing the costs of eventual extensions, but must be adapted to each particular situation;

(f) The support structures for project implementation must demonstrate a capacity for adopting innovative approaches to training and the transfer of skills in village land management through the implementation of the proposed activities;

(g) Any ideas which might improve the implementation of the small-scale projects financed (cycle, content, mode of operation) must be based on practical experience and be introduced gradually.

4. The arrangements for the implementation of the Programme will be influenced by the donor function of FEER (which will establish financing agreements with intermediary support structures for the implementation of small-scale projects), the nature of village land management projects (whose implementation will have to be scheduled for the dry season) and the capacity of the recipient population to take over the projects (which will determine the pace at which the approved activities are carried out).

Implementation will therefore have to be somewhat flexible and will require the development of effective non-restrictive procedures and the establishment of motivated, competent support networks.

The procedures for receiving and processing loan applications, for taking financing decisions, for signing contracts and for following up activities will be developed gradually over the first two years of the experimental period, according to the following provisional timetable:

- Before the end of December each year:
    - Receipt of applications;
    - Preliminary screening;
    - Replies and information;
    - Timetable for the preparation of the preliminary projects approved.
  - From January to the end of May/June:
    - (a) On-site analysis of the applications approved;
      - Screening/elaboration/preparation of project files and initial activities (training-organization-management and any specific studies required).
    - (b) Implementation/follow-up/supervision of projects approved by the last Executive Board.
  - July/August/September:
    - (a) Follow-up of preparations for new projects;
      - Preparation of files for the Executive Board;
      - Decision of the Executive Board/annual programme;
      - Requests for funds from financial partners.
    - (b) Review of results of ongoing projects;
      - Progress reports and financial reports;
      - Proposals for continuation/termination to be submitted to the Executive Board.
  - October/November/December:
    - (a) Signing of contracts/operating plans;
      - Preparation of implementation (training/bidding/advances of funds);
      - Implementation timetables.
    - (b) Amendment or extension of any contracts;
      - Preparation of new activities;
      - Impact analysis/consolidation.
5. During the first two years of the Programme, particular emphasis will be laid on:
- The Programme's image:
    - What is the purpose of its activities;
    - What should be the capacity-building goals (technical, institutional and economic) of small-scale projects in the various socio-ecological areas; what are its existing pa-

rameters; how does the Programme plan to create synergies and ensure the assumption of responsibilities?

— Specification of the Programme's activities:

Who are the Programme's partners in the various regions and provinces selected; what messages, information and content are to be transmitted to and received from them at the various stages of the operational and financial organization of projects; how should this be done using what training strategies (for building awareness among the authorities, for preparing the files with the participation of the population, for negotiating and executing contracts, for introducing a management system, for follow-up and evaluation . . .)?

— Means of support:

What means and capacities can be mobilized at the local level and/or through subcontracting to provide support for project implementation; how can their participatory nature be ensured; how can their contributions be monitored and followed up; how can the transferability of instruments be measured?

— Opportunities for consultation/coordination:

What forums for consultation already exist or have to be created at the village, departmental and provincial level; what measures need to be taken to encourage them, at what moment and on what problems; what exchanges and interrelationships should be promoted; what channels should be used to ensure early attention to institutional, legal or political obstacles?

— Supplementary studies or activities:

How should supplementary activities to enhance the basic installations financed by the Programme be identified, registered and selected; what complementarities should be established, and with whom, in order to maintain a participatory approach to problem solving on such issues as rural land, savings and loans, community organization, and the supply, marketing and processing of produce?

6. The Fund's structures and system of organization were approved by the Council of Ministers on 17 May 1989, on the basis of an institutional and organizational study dated April 1989.

## ANNEX 2

## CONTRIBUTION TO THE WATER AND RURAL CAPITAL DEVELOPMENT FUND

*Disbursement procedures*

1. As soon as the Agreement enters into force, the Government of Burkina Faso shall transfer the Danish funds to the Programme account to be opened with a local bank (FEER/DANIDA account):

- For the first time, in 1990, upon submission of the Programme's operating plan and budget for the year 1990-1991, as approved by the Executive Board of the Fund, in an amount equivalent to not more than 6 million Danish kroner;
- Thereafter, in September/October of each year, upon receipt of the Programme report and the annual budget approved by the Executive Board of the Fund;
- The balance of the annual instalments referred to in article 6.2 of the Agreement shall be paid upon acceptance of the progress report for the year just ended and upon receipt of the audit report, as mentioned in articles 11.1-3 of the Agreement.

Requests for the transfer of funds shall be addressed to DANIDA through the Ministry of Planning and Cooperation.

2. Deposits shall be made to the Fund's general "project expenditures" account from the respective accounts of the Programme's different financial partners, on the basis of a cash flow budget, after notifying the Fund's financial controller and under the joint signature of the Director-General of the Fund and the Director of the Finance Department. Ten per cent of such deposits shall be transferred to a "headquarters revenue" account and used to cover the Fund's operating expenses.

## ANNEX 3

PROVISIONAL BUDGET (FIVE YEARS/IN MILLIONS  
OF CFA FRANCS/BREAKDOWN ATTACHED)

A. Agriculture/Forestry/Livestock .....		3 754.8
A.1. Land suited to unrestricted cultivation.....	2 456.5	
A.2. Small-scale irrigation.....	941.9	
A.3. Village forestry.....	356.4	
B. Ancillary water supply .....		1 112.9
C. Ancillary activities .....		305.1
C.1. Experiments.....	232.9	
C.2. Data bank.....	72.2	
D. Small-scale support projects .....		<u>365.1</u>
Total technical budget.....		5 537.9
Management of the Water and Rural Capital Development Fund (FEER).		553.8
Total operating budget.....		6 091.7
Contingencies (10%).....		609.2
Price increases (5% annually).....		<u>1 053.6</u>
	<b>GRAND TOTAL</b>	<b><u>7 754.5</u></b>
<i>Financing</i>		
Belgium (BF 110 million) .....		800.0
Denmark (DKr 18 million)* .....		800.0
Switzerland (SwF 16 million).....		3 000.0
Spain (US\$ 2 million).....		600.0
Other donors.....		<u>2 554.5</u>
	<b>TOTAL</b>	<b>7 754.5</b>
<i>National participation</i> .....		
Government of Burkina Faso (wages and operation).....		503.0
Estimated community participation.....		<u>328.4</u>
	<b>TOTAL</b>	<b>831.4</b>

---

\* For financing the first three years of the Programme.

## II

## EMBASSY OF BURKINA FASO

Copenhagen, 6 November 1990

No. AN VIII 204/F/PBF/CPH  
SP

Sir,

By your letter Ref. DB.2-104.Burkina Faso.5 dated 5 November 1990, you informed me of the following:

*[See letter I]*

I have the honour to confirm that the Government of Burkina Faso is in agreement with your proposals and with the annexes to your above letter.

Accept, Sir, etc.

*[Signed]*

ANNE KONATE

The Director, African and Latin America  
Division of the Danish International  
Development Agency (DANIDA)  
Copenhagen

*[Annexes as under letter I]*

---

